

Carrières-sous-Poissy, le 03 avril 2018



## ***QUAND INCOMPETENCE RIME AVEC INTRANSIGEANCE !***

**L**e Premier ministre reste campé sur ses positions indéfendables concernant le CISR. Pourtant, son argumentaire est - en partie - incontournable : il est insupportable de laisser des gens mourir sur les routes sans rien faire. Ça, c'est clair. Et c'est même ce que nous défendons depuis bientôt 6 ans et nous ne restons pas sans rien faire, avec nos actions de formation, notre participation aux travaux du CNSR, nos opérations Motard d'un jour, notre participation aux « Recommandations pour la prise en compte des deux-roues motorisés » (Cerema). Une foule d'actions en faveur d'une meilleure sécurité donc d'un nombre inférieur d'accidents et par là-même de victimes. Ce qui est beaucoup moins clair est le lien entre la volonté affichée de « sauver des vies » et l'abaissement de la limitation de vitesse. Ce discours est basé sur une évidence : moins on va vite, moins les conséquences d'un accident seront graves, mais est-ce que ça empêche l'accident de se produire ?

*L'enjeu de la Sécurité routière ne devrait pas être de diminuer les conséquences des accidents, mais bien de lutter contre leurs causes pour éviter qu'ils surviennent ! Parmi les causes des accidents figure bien la vitesse, mais pas en donnée brute, c'est une vitesse inadaptée aux circonstances qui crée le danger ! Comment déterminer une vitesse inadaptée ?*

*Avec un radar ? De la vidéosurveillance ? Eh non, ça ne peut se faire qu'avec un cerveau humain qui fonctionne bien et dans lequel on a mis des informations telles que le respect d'autrui, la prise en compte des autres usagers. Mais ça, ce n'est pas possible avec des radars automatiques, des moyens humains de contrôle de plus en plus faibles.*

*Tout comme il n'est pas possible d'entretenir correctement les routes si le budget des radars n'est majoritairement consacré... qu'aux radars ! Et ne parlons pas du cynisme qui consiste à implicitement reconnaître qu'il y a trop de victimes de la route donc qu'il faut leur consacrer un budget issu des amendes. C'est juste indécent parce ce qu'il faut vraiment, c'est éviter que ces victimes ne se retrouvent à l'hôpital, et donc travailler à une vraie politique de sécurité routière.*

La FMF « Fédération des Motards de France », et une association de loi 1901, où elle a été créée en 2009 sous l'impulsion des jeunes motocyclistes toujours en poste aujourd'hui à sein des équipes nationales de la FMF. Elle défend les valeurs du sport motocycliste en France, apporte son soutien, contribue à la sauvegarde des circuits et moto-club en France. Elle ajoute également la défense des motards dans leurs droits à travers toute une équipe de bénévoles réparti sur le territoire nationale à représenter et défendre notre passion dans toute les instances de la sécurité routière. Elle apporte également une aide envers tous les pilotes, les moto-clubs et circuit de vitesse en France. Une équipe passionnée et motivée pour changer les choses dans le bon sens.

*Ce ne sont pourtant pas les propositions qui manquent ! Donc pour bien réexpliquer à notre Premier ministre en quoi il fait fausse route, nous allons continuer de manifester, d'alerter les élus, députés, sénateurs, maires, préfets sur cette erreur politique qui consiste à toujours plus réprimer, sanctionner, et de ce fait éloigner des vrais enjeux de la sécurité routière les usagers excédés.*

---

## **MANIFESTATION NATIONALE**

*Le WE des 14 et 15 avril, c'est cette fois nationalement que nous allons manifester notre refus de cette politique à sens unique et notre demande d'une sécurité routière dont le seul véritable objectif ne peut être que d'éviter des accidents, pour qu'il y ait moins de victimes.*

Le 1<sup>er</sup> Vice-président, Responsable de l'Ile-de-France.  
**Brandon LANDRON**



/F.M.F.National



@fmfnational



fmf.national